

C'est à cette bande bigarrée et souvent intéressée de journalistes qu'incombe la tâche de rendre compte des débats du Parlement dans les années 1867 à 1874. Comme en Angleterre, ils prennent place à la tribune des Communes pour pouvoir transcrire ce qu'ils entendent. Ils écrivent leurs comptes rendus à la troisième personne pour vite les envoyer, le plus souvent par télégramme, aux journaux de Toronto ou de Montréal. Le *Globe* et le *Mail* sont les observateurs torontois les plus assidus, tandis que la *Gazette* suit les débats pour ses lecteurs de Montréal. Le *Globe*, par exemple, consacre souvent aux délibérations de la veille jusqu'à 14 colonnes serrées. À Ottawa, c'est le tout nouveau *Times* qui rapporte les débats des Communes et du Sénat. Les journaux des Maritimes et la presse francophone, cependant, envoient rarement des correspondants à Ottawa. La proximité facilite la tâche des journaux d'Ottawa comme le *Times*, surtout lorsque les Communes siègent tard en soirée et que les heures de tombée du matin approchent<sup>13</sup>.

Chaque journal tend à rendre compte des débats des Communes selon son optique politique. Favorable aux libéraux, le *Globe* de Toronto tend à mettre au premier plan les orateurs rouges et à rejeter dans l'ombre les bleus. Les journaux conservateurs comme le *Mail* et le *Times* font pour leur part la partie belle au gouvernement de John A. Macdonald. Les employés de la nouvelle Bibliothèque du Parlement découpent ces comptes rendus et les montent sur du papier fort pour en faire des albums de coupures destinés à reconstituer les débats dans leur intégralité (« Scrapbook Debates »). En 1870, l'entrepreneur éditeur du *Times* d'Ottawa, James Cotton, produit un condensé des débats de l'année. Il fait de même au terme des deux sessions parlementaires suivantes, mais il ne parvient pas à obtenir de sanction officielle ou de crédits, bien que la Chambre décide en 1872 d'acheter 600 exemplaires des deux dernières éditions. Le *Times* ne survit guère à ce revers, puisqu'il ferme ses portes en 1877.

Bien que les albums de coupures et les « débats Cotton » constituent un précieux relevé historique du dialogue parlementaire canadien, ils font ressortir l'inconvénient qu'il y a à s'en remettre à une presse partisane, appartenant au secteur privé, pour faire connaître les délibérations des élus du pays. Les journaux ont de toute façon de faibles tirages. Le plus gros journal du Canada, le *Globe*, ne compte que 20 200 lecteurs en 1872. La diffusion des affaires parlementaires est donc restreinte. Il y a aussi les problèmes d'esprit de parti et d'inexactitude. Les journaux libéraux réduisent les orateurs conservateurs à la portion congrue et *vice versa*. Les comptes rendus journalistiques affichent des traits inquiétants. Les journalistes n'ont aucun scrupule, par exemple, à glisser dans leurs comptes rendus des commentaires comme « après quelques observations sans importance de M. X ». En outre, nombre de députés mettent en doute l'intégrité des journalistes. James Cotton, par exemple, est soupçonné d'être un sympathisant « ministériel »; n'essaie-t-il pas de se faire payer pour ses services à même les coffres de l'État? Pendant la session de 1871, le libéral ontarien David Mills déclare catégoriquement qu'« il conteste l'exactitude de tous les comptes rendus de l'an dernier ». La langue française échappe complètement aux journalistes. Certes, les députés francophones hésitent à débattre dans leur langue maternelle, mais lorsqu'ils le font, leurs propos restent sans écho. À l'occasion, les

---

*Atlas historique du Canada*, vol. II, *La transformation du territoire, 1800-1891*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1993, planche 28, et John H. Wadland et Margaret Hobbs, « Livre et imprimerie », *ibid.*, planche 51; et Brian P.N. Bevan, « Partnership, Patronage and the Press in Ontario, 1880-1914: Myths and Realities », *Canadian Historical Review*, vol. 64, n° 3, septembre 1983, p. 317 à 351.

13. Pour un excellent compte rendu de la présentation des débats parlementaires par la presse privée, voir David Farr, « La reconstitution des premiers débats du Parlement du Canada », *Revue parlementaire canadienne*, vol. 15, n° 1, printemps 1992, p. 26 à 32.